



Pour les Finances, tout changer !

La pandémie du covid-19, qui a débouché sur une crise sanitaire et économique d'ampleur, met en évidence les failles de notre système socio-économique et signe la faillite des stratégies néolibérales menées depuis plus de trois décennies. Elle montre, a contrario, l'importance de services publics de qualité, de systèmes de sécurité et protection sociale étoffés et confirme la nécessité de l'action publique.

Alors que cette crise doit permettre de changer de paradigme en remettant les besoins humains plutôt que l'intérêt du capital au cœur des processus productifs et en intégrant les nécessités de la transition écologique, le gouvernement préfère continuer à appliquer les mêmes recettes : baisses de cotisations et d'impôts pour les entreprises, distribution d'aide aux grands groupes qui licencient en masse (Air France, Renault, Vallourec) sans conditionnement au moindre engagement social ou écologique...



Pour aller plus loin, la brochure « Tout changer » et une série de vidéos à retrouver sur notre site <https://www.cgtfinances.fr/presse-et-documents/videos/>



Il y a urgence à se saisir des questions environnementales. Le modèle économique et de développement tel qu'il fonctionne aujourd'hui pille les ressources naturelles et prive bon nombre d'entre nous à leur accès universel.

En France comme partout, ce sont les plus pauvres et les plus précaires qui sont les plus exposés aux catastrophes écologiques en cours.

Nous portons en commun, avec des organisations syndicales et environnementales, l'urgence de changer radicalement de modèle de société et d'agir contre la destruction programmée de notre environnement, la détérioration



Répondre aux urgences environnementales

de nos conditions de vie et de travail, pour la justice sociale et la préservation des ressources de notre planète.

Nos propositions :

- la **relocalisation** des outils de production avec des normes sociales et environnementales hautes ;
- le développement du **fret ferroviaire** et des modes de transport respectueux de l'environnement ;
- organiser, financer et programmer la **rénovation thermique** des logements.



Un nouveau mode de développement économique est possible

Nous avons une occasion unique, non seulement d'amorcer enfin sérieusement la transition écologique, mais aussi de rompre avec le productivisme, le consumérisme et l'obsession du court terme qui caractérisent aujourd'hui nos sociétés. Certaines productions, certains modes de production pourraient être favorisés au détriment d'autres. Ce peut être également le moyen d'accélérer la transition écologique et la mutation de l'appareil productif rendue nécessaire par l'urgence climatique

Nos propositions :

- **conditionner les aides** de l'état (subventions, prêts, commandes publiques, fiscalité, garanties...) au respect de critères sociaux et environnementaux ;
- garantir l'intérêt général en accordant **des droits d'intervention** aux salarié.e.s et usagers dans les entreprises ;
- considérer de **nouveaux indicateurs** socio-économiques (pas uniquement le PIB) ;
- développer les services et investissements **publics** sur l'ensemble du territoire.



Au travers, des lois de finances rectificatives, les choix fiscaux du gouvernement sont clairs : on continue à baisser fortement les impôts et principalement ceux des entreprises. Bien sûr, au détriment du financement et développement de services publics pourtant perçus comme nécessaires par la population.

L'argent existe pour faire face aux urgences sanitaires, sociales et environnementales : il s'agit simplement d'avoir la volonté politique d'aller le chercher là où il est !

91,3

milliards d'euros

c'est le montant des niches sociales accordées en 2019 par l'État aux entreprises.

300

milliards d'euros

d'avoirs français dorment dans les paradis fiscaux.

Une autre politique monétaire

Depuis 2008, la Banque Centrale Européenne (BCE) a inondé de milliards d'euros les banques qui ont peu financé l'économie réelle et ont surtout alimenté la spéculation sur les marchés financiers.

Dans le cadre de la crise actuelle, la BCE a sorti le « bazooka monétaire » mais a gardé le même schéma qu'antérieurement et risque de se heurter aux mêmes limites que précédemment.

Les fonds qu'elle met quasiment sans limite et gratuitement à la disposition des banques ont de fortes chances de se retrouver sur les marchés financiers où ils alimenteront de nouvelles bulles financières.

Nos propositions :

- refinancer les banques par la BCE de façon sélective (avec un taux

faible pour les investissements socialement ou environnementalement utile et un taux élevé pour les opérations purement financières) ;

- instaurer un réel contrôle social de la BCE
- permettre aux Etats de se financer directement auprès de la BCE
- étudier une éventuelle annulation de la dette.



Une fiscalité plus juste

Nos propositions :

- Instaurer un **impôt progressif sur le patrimoine** ;
- **Relever** l'impôt sur les sociétés et imposer correctement les **multinationales** ;
- Instaurer une **taxe sur les transactions financières** ;
- Rendre l'impôt sur le revenu **plus progressif** en augmentant le nombre de tranches et en augmentant significativement le taux pour les plus hauts revenus ;
- **Baisse de la TVA** et instauration d'un taux zéro pour les produits de première nécessité ;
- Réformer les **impôts locaux** ;
- Établir une fiscalité **environnementale juste et efficace**.



Réformer le système bancaire

Mettre le système bancaire, et plus largement la finance, au service de la société implique un important changement par rapport à ce qui se passe aujourd'hui où les banques, et notamment les plus grandes, financent davantage les marchés financiers et leurs opérations spéculatives que l'économie réelle et les besoins sociaux.

Nos propositions :

- scinder les activités bancaires entre les activités de détail (dépôts, crédits, gestion des moyens de paiement indispensables au fonctionnement de l'économie) et les activités de marchés (spéculation) ;
- utiliser les crédits aux entreprises pour l'emploi, la création de richesses dans les territoires et la préservation de l'environnement ;
- créer un véritable pôle financier public, sous contrôle social, constitué des établissements et institutions financiers publics actuels.

*Source : sondage Viavoice pour Libération, « Coronavirus : quel monde d'après ? », juin 2020

73%

des français.e.s

sont favorables à la mise sous conditions écologiques et sociales des aides publiques versées aux entreprises*

67%

des français.e.s

sont favorables au rétablissement de l'ISF.*

Tout changer aux Finances, nos propositions



La crise a confirmé le rôle majeur et incontournable joué par les administrations des finances et l'importance qu'elles auraient pour faire face aux répercussions économiques et sociales induites par la pandémie de la Covid 19.

Pourtant, dès le déconfinement, le gouvernement a poursuivi sa déclinaison forcée de la loi de transformation de la fonction publique au sein des ministères économiques et financiers : reprise des restructurations avec le nouveau réseau de proximité aux finances publiques, poursuite du transfert des taxes entre la douane et la DGFIP, mise en œuvre des lignes directrices de gestion...

Il est indispensable de tirer toutes les leçons de cette crise et de tracer une nouvelle voie pour les administrations des ministères économiques et financiers, ainsi que les établissements du secteur semi-public.

RÉFORMES

mettre un terme à toutes les réformes en cours ;

BERCY

avoir une réflexion approfondie sur la place et le rôle des administrations de Bercy dans l'appareil d'Etat ;

MISSIONS

renforcer les missions et les moyens alloués ainsi qu'une reconnaissance réelle de l'implication des agent.e.s ;

NÉGO- CIATIONS

ouvrir de réelles négociations sur ces questions de missions, d'emplois, de rémunérations, de reconnaissance des qualifications, de conditions de travail....

Renforcer les missions de contrôle

Les missions de contrôle au sein du Ministère de l'économie et des Finances sont essentielles au bon fonctionnement de l'État et à l'égalité entre citoyens : lutte contre la fraude fiscale, contre les trafics d'armes, le blanchiment d'argent, protection des consommateurs et des citoyens des risques sanitaires ou environnementaux, contrôle de la dépense publique, des établissements bancaires...

Nos propositions :

- accroître les moyens humains, juridiques, de formation ;
- renforcer toute la chaîne du contrôle (accueillir et informer, gérer correctement les dossiers, mieux contrôler) ;
- protéger d'avantage les citoyen-ne-s sur les nouveaux modes et produits de consommation.